

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Alerte-Espagne-danger-immédiat>

# **Alerte, Espagne, danger immédiat.**

- Empire et Résistance - Union Européenne - Espagne -

Date de mise en ligne : lundi 14 novembre 2011

## **Description :**

La décision historique de l'organisation ETA (Euskadi Ta Askatasuna), annoncée le 20 octobre dernier, de « cesser définitivement son activité armée » sans conditions, met un terme à 43 années de violence politique en Espagne et marque la fin d'une tragique exception espagnole au sein de l'Europe.

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Depuis la mort du dictateur Franco en 1975 et l'adoption par referendum de la Constitution démocratique de 1978, rien ne justifiait le recours à l'assassinat politique, à l'attentat ou à la violence armée. Tout cela (ainsi que la torture et la répression policière) a provoqué une énorme souffrance sociale et des centaines de victimes mortelles. La société basque elle-même, comme l'a admis le dirigeant nationaliste proche de l'ETA Arnaldo Otegi en juillet dernier, ne tolérait plus le terrorisme.

Il faut désormais avancer vers la construction de la paix et du « vivre ensemble », sans vainqueurs ni vaincus, dans le cadre défini le 17 octobre dernier dans la Déclaration finale de la Conférence de Paix qui a réuni, à Saint Sébastien, des experts et des dirigeants internationaux [1]. Les auteurs de cette Déclaration ont recommandé aux deux parties, après la fin de la violence, de « *s'occuper exclusivement des conséquences du conflit* », c'est-à-dire : la situation des détenus et des clandestins ; la restitution des armes ; la compensation et l'aide à toutes les victimes ; la reconnaissance de la douleur causée ; et le soutien pour guérir les blessures personnelles et sociales. Mais il faudra aussi, si l'on veut vraiment rétablir la concorde pour toujours, avancer de manière responsable dans le domaine politique (autonomie, autodétermination, indépendance) en y associant tous les partis démocratiques d'Espagne et du pays basque.

Il est important de noter que l'ETA a annoncé son adieu aux armes exactement un mois avant les élections législatives espagnoles du 20 novembre. Un scrutin que devrait remporter, selon les instituts de sondages, le Parti populaire (PP, droite). En annonçant la fin de son « action armée » dans de telles circonstances, l'ETA a-t-elle voulu peser d'une certaine façon sur le scrutin ? Dans quel sens ? A-t-elle souhaité, par exemple, rejoindre la ligne non-violente incarnée par le nouveau parti basque Bildu (gauche nationaliste) qui a aujourd'hui [2] le soutien majoritaire de l'électorat basque de gauche ? Dans quelle mesure la fin de la terreur pourrait aussi être capitalisée électoralement par le Parti socialiste (PSOE) au pouvoir ? Sera-t-elle de nature à réduire l'ampleur de la défaite socialiste annoncée ?

De nombreux électeurs habituels du PSOE étaient décidés, en effet, à sanctionner cette fois le parti de José Luis Rodriguez Zapatero, président du gouvernement. Non seulement à cause de l'ampleur inédite de la crise qui frappe l'Espagne (cinq millions de chômeurs), mais surtout en raison des brutales politiques d'ajustement (« impopulaires mais nécessaires » selon Zapatero) décidées par l'exécutif socialiste qui ont frappé les classes moyennes et populaires, ainsi que les retraités et les jeunes. Et aussi parce que Zapatero - dans un élan, selon lui, de « courage politique » - s'est incliné devant les marchés et a répercuté contre la population les plans de rigueur exigés par les investisseurs internationaux, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne (BCE) et la chancelière allemande Angela Merkel.

Par ailleurs, l'impopularité actuelle du Président Zapatero semble paradoxalement l'inhiber de toute réserve à l'heure de prendre, en fin de mandat, des mesures ouvertement conservatrices, défis ultimes lancés à son propre électorat socialiste. Par exemple : la récente réforme de la Constitution, adoptée sans referendum, pour limiter le montant des déficits du budget de l'Etat (la fameuse « règle d'or »), exigée par la France (qui ne se l'applique pas à elle-même) et l'Allemagne.

Ou sa décision très controversée, prise le 4 octobre dernier alors que le Congrès des députés était déjà en congé pour cause d'élections, de signer un accord capital en matière de souveraineté dans lequel l'Espagne cède aux Etats-Unis le port militaire de Rota [3] qui devient la base navale principale du bouclier anti-missiles de l'OTAN.

Conscient de sa grande impopularité, Zapatero a déjà annoncé qu'il ne se représentait pas et qu'il se retirait, pour le moment, de la vie politique. Il laisse à son successeur, Alfredo Pérez Rubalcaba (qui conduit l'actuelle campagne socialiste) un paysage politique ravagé où les "indignés" représentent le seul rayon d'espoir, et un Parti socialiste désorienté, exsangue et abattu. Le PSOE ne se redressera pas facilement. De longues années de traversée du

désert l'attendent avant sa nécessaire refondation.

Ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'Espagne. En premier lieu parce que la gauche de la gauche, d'où pourraient venir les idées les plus audacieuses et les plus constructives pour tirer le pays de la crise, est trop fragmentée et divisée. Et deuxièmement, parce que d'autres forces de progrès qui montent en Europe - l'écologie politique, par exemple -, sont encore, en Espagne, dans les limbes.

Ce contexte favorise électoralement le PP. Et les sondages confirment donc ses chances de victoire. De nombreux électeurs s'apprêtent à voter à droite en pensant qu'un éventuel gouvernement de Mariano Rajoy (leader du PP) fera une politique économique différente de celle de Zapatero, c'est-à-dire sans ajustement, sans rigueur, sans austérité.

Ils se trompent. Tout simplement parce que, depuis 18 mois, Zapatero fait déjà, en économie, une politique de droite. À plus forte raison, la droite renforcera cette politique.

Il suffit d'observer comment se comporte la droite depuis sa récente arrivée au pouvoir, en mai dernier, dans certaines régions autonomes d'Espagne. En Catalogne, par exemple, le gouvernement autonome présidé par Artur Mas (Convergencia i Unió, droite) a immédiatement décidé des réductions drastiques dans les budgets publics, notamment dans ceux de la santé et de l'éducation. En matière de santé, par exemple, il a annoncé une réduction budgétaire de plus d'un milliard d'euros, soit 10% du budget précédent à l'époque du gouvernement de coalition des gauches. Un si brutal ajustement se traduit par la fermeture de centres sanitaires, la suppression de certains secteurs hospitaliers, la diminution du nombre de lits, le licenciement de médecins et de personnels de santé... Au détriment des patients. Ce qui provoque déjà manifestations publiques et protestations populaires de forte ampleur.

Dans la région de Castille-La Manche, présidée par l'une des principales leaders du PP, Maria Dolores de Cospedal, celle-ci a récemment annoncé une véritable « thérapie de choc » et compte réduire le budget de plus de 1,8 milliard d'euros... Elle a gelé l'offre d'emploi dans toute l'administration régionale et déjà supprimé 40% des fonctionnaires territoriaux non titulaires. Elle a décidé d'augmenter de deux heures l'horaire effectif d'enseignement de tous les enseignants du secteur public. Et a supprimé tous les centres de formation des enseignants. Mais les coupes budgétaires les plus fortes sont prévues dans le secteur de la santé [4]. Là aussi les citoyens ont commencé à manifester leur refus de cette politique de choc.

Selon le PP, Castille-La Manche constitue le laboratoire de ce que la droite compte faire si Mariano Rajoy, qui n'a pas rendu public son programme, devient président du gouvernement. Pour l'Espagne donc, le danger est imminent.

[Medelu](#), Paris, le 1er novembre 2011.

---

[1] El País, Madrid, 18 octobre 2011.

[2] Cf. les résultats des élections locales de mai dernier.

[3] Situé au sud-est de l'Andalousie, dans la zone du détroit de Gibraltar.

[4] El País, 31 août 2011.